



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours,2649>

Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1986 - N° 844 - avril 1986 -

Date de mise en ligne : mardi 23 juin 2009

Date de parution : avril 1986

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

« Les Etats-généraux des Etudiants de l'Europe » - L'invitation couvrait une pleine page dans LE MONDE du 16 janvier dernier » : hébergement et nourriture assurée gratuitement. Conférenciers d'été par l'I.F.R.I., par la Fondation des Etudes de Défense nationale. En coulisse : la Trilatérale, l'OTAN, l'Alliance Atlantique, sur un fond d'antisovietisme de bon aloi. Ainsi sont conditionnés les Etudiants futurs propagandistes de l'Europe des multinationales. Dans les années 60, les fonds de la CECA finançaient ce genre de colloques où l'on matraquait des ardores de notables, maires, syndicalistes, présidents d'associations, invités tous frais payés à un festival de propagande. Aujourd'hui, ce sont des Fondations américaines et autres qui pourvoient au financement des bonnes oeuvres de la Commission trilatérale.

Il n'y a jamais assez d'argent pour rembourser les assurés sociaux mais il coule à flot quand il s'agit de prôner l'opinion à la gloire du profit, de désinformer.

L'entreprise et la vie - A raison de 221 jours de présence pour chacune des 37 années de travail auxquelles il est astreint, le salarié qui atteint 75 ans, a consacré 65.416 heures au service de l'entreprise, soit un peu moins du dixième de la durée de sa vie (656.000 heures). Guère de quoi faire de l'entreprise le nombril de la société alors qu'elle n'est qu'une usine à profits, sans autre finalité, en dépit de propos hypocrites visant à légitimer LE COMPORTEMENT DE SES DIRIGEANTS.

La vie n'est centrée ni sur l'entreprise, ni sur le profit. Elle offre bien d'autres aspects autrement importants : l'éducation, la culture, le dépassement de soi dans les activités libres du loisir, les distractions, la vie familiale avec ses joies et ses épreuves, la communication avec autrui, la santé, l'environnement, le combat contre les pollutions, contre le bruit, contre les gaspillages, pour une meilleure justice sociale, les conditions d'habitat, la faim dans le monde, le désarmement, la grâce et l'organisation de la cité, l'entraide communautaire, le bénévolat, l'assistance morale aux malades, aux accidentés, aux déprimés, aux isolés.

C'est dire que l'Entreprise, les hérauts du libéralisme n'ont pas à faire tout un plat. Le lâcher des prix - On sait ce qu'avait coûté aux consommateurs salariés, retraités et chômeurs, la liberté rendue aux prix par René-MONORY en 1980, le bond d'un certain nombre de services brutalement majorés de 50 % voire au-delà.

Gel des salaires sans gel des prix ? Loi instituant la flexibilité de l'emploi ? Ou nos socialistes ont-ils la tête pour souscrire aussi sottement aux revendications d'une fraction ultra-minoritaire de l'électorat adverse, commerçants et autres prestataires de services ? L'hypocrisie est manifeste et l'image que donnent les socialistes à la remorque des affairistes et des marchands n'est guère de nature à encourager les votes en leur faveur. Escompter de la libération des prix une série de baisses durables ? Un pari bien aventureux eu égard aux appétits illimités du commerce, aux illusions des dévots de la libre concurrence, au souci de « rattrapage » propre à maints secteurs, en matière de services plus particulièrement, où, en général, la concurrence n'intervient guère.

Il eût été plus sage d'avoir l'oeil sur certains éléments des coûts et des prix : marges commerciales cumulees, assurances, rémunération des hauts cadres et dirigeants, loyers commerciaux, amortissements industriels et financiers, taux d'intérêt, tarif de la publicité, frais de représentation, de déplacement, de congrès, de recherche, de stages, honoraires des bureaux d'études. Il convenait surtout de renforcer les contrôles par la création de milices fiscales ayant mission de signaler les fraudeurs notoires à tout au vu et au su de leur entourage, un train de vie peu en rapport avec leurs revenus déclarés : clientèle des casinos, des cercles de jeux, celle des commerces de luxe, les acheteurs d'oeuvres d'art, les possesseurs de coffres à l'inventaire tenu secret.

Il fallait enfin armer les associations de consommateurs, légalement impuissantes face aux usages du commerce, et à des prix souvent délirants.

Levée du contrôle des changes - Libre envol des profits vers les paradis fiscaux, coup de fouet au marché des monnaies, à la spéculation boursière, aux opérations de transferts des multinationales, pactole pour les importateurs branchés sur les pays à bas salaire, aggravation du chômage, inflation. On n'en attendait pas moins d'un gouvernement de socialistes pareillement dévoués à la cause du profit.

« Personne, a écrit J.K. GALBRAITH, ne doit supposer qu'il soit facile ou agréable de s'adapter à

l'abondance. Au contraire, elle menace le prestige et la position de nombre de personnalités importantes. Elle expose un grand nombre d'entre nous à cette perspective plus affreuse encore qu'est l'obligation de repenser toute la situation. Nous touchons là aux intérêts les plus importants, ceux de l'esprit. Ces derniers temps, il n'y a rien qui ait soulevé davantage de problèmes pour les gens réfléchis, que de savoir pourquoi, dans un monde en proie aux difficultés, nous faisons un si piètre usage de notre abondance ». Et d'ajouter : « Il est tellement plus facile d'être solidement ancré dans l'absurdité que de voguer sur l'océan agité de la réflexion ». (1)

Le financement des retraites - Accroître les cotisations ? Reculer l'âge de la retraite ou en diminuer le montant ? Substituer au financement par répartition un financement par capitalisation ? Cette dernière proposition, chaudement appuyée par les Compagnies d'Assurances conduit à faire de la majorité des futurs retraités des candidats aux soupes populaires, faute d'être aujourd'hui en mesure d'acquitter aux Compagnies de lourdes primes supplémentaires en sus de leurs charges habituelles.

En matière de financement des retraites, il est certain que l'on s'approche d'un butoir. Ce n'est là, pourtant, qu'un faux problème créé par des usages monétaires au travers desquels nous apprécions une faible part seulement des richesses réelles et potentielles susceptibles d'être mises à la disposition des consommateurs. Une monnaie de consommation, concrétisée dans la carte de paiement à machines, jouant le rôle d'une monnaie - matière à usages polyvalents, gagée par toute ces productions excédentaires, détruites ou gaspillées, exportées au quart de leur coût, narguant les besoins de millions de retraités et de chômeurs, inexplicablement amputés de droits à consommer, réduirait ceux-ci dans leurs droits.

Manque-t-on de lait, de beurre, de pommes de terre, de viande, de fromages, d'œufs, de volailles, de poissons, de fruits, de céréales, de sucre, de vins ? Manque-t-on de main d'œuvre, d'équipements, de locaux, d'énergie, de charbon, de gaz ? Manque-t-on de chaussures, de vêtements, de livres, d'ustensiles et mobiliers de toute sorte ? Certes, l'abondance n'est-elle pas générale et ne le sera-t-elle jamais. Du moins pourrait-on disposer, en faveur d'exclus du marché, de toute cette masse de surplus, aujourd'hui stockés, détruits ou exportés, que l'on ne parvient plus à vendre, surplus auxquels une monnaie de consommation, distribuée aux ayants-droits, laissant à ceux-ci le choix à consommer, attribuerait la valeur d'une source de financement ?

Ni la diminution du nombre des actifs, ni l'accroissement de celui des retraités n'ont d'effet sur le volume de la production dont la progression, impulsée par les technologies nouvelles et l'abondance d'énergie, n'est freinée que par les exigences du profit, par des impératifs financiers. C'est dire l'absurdité de pénaliser par une amputation de leur revenu, ceux dont la production n'a plus besoin, sous prétexte que d'autres devraient leur transférer une part de leurs propres revenus.

Instrument providentiel pour financer les retraites sans préjudice sur quiconque, la monnaie de consommation, inventée il y a près d'un siècle, a connu quelques applications maladroites sous la forme de bons d'achat, monnaie-timbre, monnaie-matière, et autres moyens de paiement non transférables. Un usage simplifié de la carte à machines lui rendra, demain, ses lettres de noblesses, transformant les comportements, mettant fin à l'insécurité.

(1) « L'ère de l'Opulence » Calmann Lévy Ed. 1961